

La croissance revient et la renaissance française arrive ? Euh... si on regarde les chiffres 2008-2018, ça ressemble plus à un effroyable gâchis



La situation économique française connaît certes une amélioration notable, mais un problème structurel mine toujours la croissance. Pourtant, les leviers de croissance existent bel et bien.

Avec Nicolas
Goetzmann

Atlantico : Si les derniers chiffres de l'économie française font état d'une réelle amélioration de la situation, le constat d'une croissance du PIB du pays de 6.39% (INSEE) entre le premier trimestre 2008 et le troisième trimestre 2017 tient mal la comparaison avec une économie américaine ayant progressé de 15.28% (BEA) durant la même période, ou de 10.15% (ONS) concernant l'économie du Royaume-Uni. Comment analyser la reprise actuelle dans un tel contexte d'une "décennie perdue" pour le pays ?

Nicolas Goetzmann : L'économie française, dans le sillage de celle de la zone euro, connaît effectivement une période de reprise qui est plus ou moins inédite depuis 10 ans, avec l'exception notable de 2010-2011 qui avait vu la croissance du pays atteindre le chiffre de 2.90% (entre le T1 2010 et le T1 2011) - avant que Jean-Claude Trichet ne commette une nouvelle erreur dans ses responsabilités d'alors, à la tête de la BCE en avril 2011 (en remontant les taux à contre-courant de tout ce qui pouvait avoir lieu ailleurs dans le monde). Lors du dernier pointage, la croissance française entre le T3 2016 et le T3 2017, était de 2.24%. Au lieu de voir ce chiffre comme exceptionnel, il faut simplement le considérer comme normal. Parce qu'effectivement, la France, tout comme la zone euro, ont connu une décennie perdue lors de la période 2008-2018. Il suffit de comparer ; si les 39 trimestres allant du T1 2008 au T3 2017 ont produit 6.39% de croissance réelle, les 39 trimestres précédents en ont produit 22.87%, soit une chute de 72% entre les deux périodes. On peut donc parler de dépression. Et ce n'est pas mieux dans la zone euro, cela est même pire, avec une croissance réelle totale inférieure à 5% sur les 10 dernières années.

En partant de là, toutes les comparaisons visant à montrer la supériorité actuelle sur celle des États-Unis ou du Royaume-Uni semblent peu pertinentes ; la zone euro retrouve simplement une période de croissance normale, mais sans avoir fait aucun effort pour rattraper le terrain perdu des 15-20 points de croissance perdus pendant la période. A l'inverse, les États-Unis et le Royaume-Uni ont au moins essayé de "se refaire", et c'est ce qui explique que le niveau de chômage de la zone euro soit encore plus de deux fois supérieur à celui des États-Unis. Et ne parlons pas ici de la France qui a encore un taux de chômage, au troisième trimestre 2017, selon l'INSEE, de 9.7%.

Dans quelle mesure les "réformes" mises en place par le gouvernement permettent-elles de rétablir la situation et de rattraper le terrain perdu pendant cette décennie ?

Les réformes portées par Emmanuel Macron n'ont pas vocation à "augmenter" la croissance française, elles ont vocation à essayer de "faire mieux" avec la croissance existante. La loi travail, la fiscalité, l'apprentissage, la formation etc... tous ces aspects peuvent permettre, en croisant les doigts, que la croissance française produira plus d'emplois qu'auparavant, on pourrait dire "enrichir" la croissance, mais il n'est pas question de "plus" de croissance. Ce sont des réformes de l'offre qui peuvent avoir leur utilité mais ne peuvent en aucun cas affronter ce problème de "déficit" de croissance qu'a connu le pays depuis 10 ans. Rien n'est fait pour rattraper le terrain perdu, c'est-à-dire les 15% de croissance qui ont manqué au pays au cours de cette période. Et c'est bien là le problème, c'est que le diagnostic qui a été à l'origine de ces réformes ne semble pas tenir compte de la crise. On peut très bien objecter en disant que la cause de ce marasme est d'origine européenne, et qu'Emmanuel Macron a l'ambition de réformer la zone euro. Mais à cela, on ne peut malheureusement que constater que, d'une part, les réformes proposées au niveau européen par Emmanuel Macron ont peu de chance d'aboutir, mais surtout, et d'autre part, que ces réformes n'ont même pas l'ambition de régler le problème, ni même de tenter de le faire.

Quelles seraient les conditions permettant un tel rattrapage ?

La première condition serait déjà d'identifier qu'il existe un important potentiel de rattrapage de l'économie française. Il est régulièrement indiqué que le potentiel de l'économie française serait désormais de 1.25% (selon une note du [Trésor](#) - avec une capacité de rebond de 1.5 points pour l'année 2016) alors qu'elle était de 2% avant crise. Mais il suffit de regarder les chiffres concernant les autres économies mondiales, où les pays qui se donnent la peine de favoriser réellement la croissance parviennent à dépasser largement les chiffres de leur croissance potentielle, ce qui a été le cas, par exemple, du Japon tout au long de ces derniers trimestres. Si la faible croissance de cette dernière décennie a entraîné la croissance potentielle du pays vers le bas, c'est qu'un surplus de croissance peut également rétablir la situation en sens inverse. L'enjeu est donc de soutenir la croissance par tous les canaux, par la voie monétaire principalement avec une capacité de soutien à l'économie qui est encore très importante au sein de la zone euro, mais également par le biais de dépenses d'infrastructures par exemple etc... Les leviers de la croissance sont disponibles et ne manquent pas, ce qu'il manque, c'est une prise en compte et un effort politique à mener au sein de la zone euro. Mais cette initiative n'existe toujours pas en Europe. Le statu quo domine, malgré les erreurs, malgré la décennie perdue, le problème demeure.